

**Quinze nouvelles victimes de mines antipersonnel
déplorées cette semaine au Cambodge et en Bosnie**

Phnom Penh, le 2 décembre 2011. Alors que se tenait cette semaine à Phnom Penh la Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa - interdisant les mines antipersonnel - quinze nouvelles victimes de mines ont été déplorées au Cambodge et en Bosnie ces derniers jours. Ce bilan dramatique montre l'absolue nécessité de confirmer les avancées prises lors de ce sommet international. En effet d'importants progrès ont marqué cette semaine de discussions, en termes de dépollution, de destruction des stocks et en faveur de l'universalisation de la Convention. La présence d'Etats non parties, comme les Etats-Unis ou la Birmanie, montre la reconnaissance internationale attribuée à ce Traité et laissent présager une ouverture pour une politique américaine ferme sur la question de ces armes.

Pendant que les délégations étaient rassemblées pour la Conférence de Phnom Penh, à moins de 200 kilomètres, une mine anti-véhicule a blessé six personnes le 1^{er} décembre dans la province de Pursat. De plus, trois accidents de mines antipersonnel ont eu lieu la même semaine en Bosnie, provoquant la mort de trois personnes, dont un enfant, et blessant sévèrement six autres. Ces événements terribles rappellent que le combat n'est pas terminé, tant que des civils seront blessés ou tués par ces armes. Plus de 4 000 nouvelles victimes de mines et restes explosifs de guerre sont recensées chaque année dans 60 Etats et territoires, sans compter les accidents qui ne sont pas rapportés. Même si les fonds dédiés à l'action contre les mines ont augmenté cette année, le pourcentage affecté à l'assistance aux victimes reste scandaleusement bas. Plus de 500 000 survivants d'accident de mines ou restes explosifs de guerre ont besoin d'une assistance à vie et les quelques 43 millions alloués annuellement ne peuvent représenter une réponse suffisante à leurs besoins.

Il y a près de vingt ans, plusieurs organisations non gouvernementales, dont Handicap International, attiraient l'attention sur la tragédie humaine causée par les mines au Cambodge. Depuis, la mobilisation n'a jamais faibli et de nouvelles pierres ont été posées sur le chemin de l'éradication de ces armes durant la Conférence de Phnom Penh :

- ▶ Après la Finlande, la Somalie, l'un des pays les plus pollués au monde, a annoncé qu'elle accéderait au Traité dans les mois à venir.
- ▶ Le Burundi et le Nigeria ont déclaré leur pays entièrement déminés, ce qui fait à présent 20 Etats débarrassés des mines dans le monde. L'Ouganda, la Jordanie et la Guinée-Bissau seront également complètement dépollués l'année prochaine.
- ▶ La Turquie vient enfin d'annoncer qu'elle ne possédait plus de stock de mines, après plusieurs années de violation de l'article 5 du Traité. « *La pression des Etats parties et des organisations comme Handicap International a permis cette nouvelle victoire. Nous ne baisserons pas les bras tant que les Etats parties n'auront pas rempli leurs obligations et que tous les autres n'auront pas rejoint le Traité* », souligne Jean-Marc Boivin, Directeur Général de Handicap International.

Quinze Etats non parties étaient d'ailleurs présents à cette Conférence, dont la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et le Myanmar (Birmanie). C'est la première fois que la Birmanie prenait part à une rencontre internationale sur le sujet, alors même que le pays utilise régulièrement des mines antipersonnel. La délégation a du justifier sa position devant une centaine d'Etats parties présents. Handicap International se réjouit du nombre croissant d'Etats non parties qui assistent aux Conférences sur le Traité d'Ottawa, prouvant de ce fait que la stigmatisation de cette arme est si forte que nul ne peut ignorer cette Convention.

De même, les Etats-Unis ont pris officiellement la parole pour confirmer que leur pays est actuellement en train de réexaminer leur politique sur les mines antipersonnel. Le porte-parole américain a garanti que cette démarche de révision connaissait de réelles avancées et qu'elle s'appuyait concrètement sur la participation d'institutions internationales et d'organisations non gouvernementales, comme Handicap International. L'association rappelle que les Etats-Unis n'ont pas utilisé de mines antipersonnel depuis 20 ans, n'en exportent ni n'en produisent plus. L'accession au Traité serait donc en totale adéquation avec la politique actuelle du pays. : « *Les Etats-Unis doivent montrer officiellement qu'ils s'interdisent d'être à l'avenir responsables de nouvelles victimes de ces armes.* » interpelle Jean-Marc Boivin.